

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 27 janvier 2016

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**46 2015.RRGR.1113 Motion 286-2015 Wälchli (Obersteckholz, UDC)
Protection durable des prairies irriguées de Haute-Argovie: élaboration des critères**

N° de l'intervention: 286-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 16.11.2015
Déposée par: Wälchli (Obersteckholz, UDC) (porte-parole)
Aebi (Hellsau, UDC)
Kummer (Berthoud, UDC)
Cosignataires: 29
Urgence: accordée le 19.11.2015
N° d'ACE: 1550/2015 du 16 décembre 2015
Direction: JCE

Protection durable des prairies irriguées de Haute-Argovie: élaboration des critères

1. Le Conseil-exécutif est chargé d'élaborer des critères de protection durable des prairies irriguées en concertation avec les exploitants et exploitantes ainsi qu'avec les propriétaires fonciers.
2. En aucun cas ces critères ne pourront équivaloir à une expropriation matérielle. Les intérêts publics ne sauraient passer avant ceux des exploitants et exploitantes, qui verront leurs revenus baisser du fait de la restriction d'utilisation.
3. Pour assurer la participation des propriétaires ainsi que des exploitants et exploitantes, le résultat du projet leur sera soumis.

Développement :

Selon le rapport de l'affaire de crédit 2015.RRGR.834 sur l'assainissement de la fondation pour les plaines irriguées, le Conseil-exécutif et le conseil de fondation prévoient un plan de quartier cantonal pour assurer la préservation durable des prairies irriguées selon l'article 102 de la loi sur les constructions. N'existe-t-il pas d'autre solution qu'un plan de quartier cantonal ? Le rapport nous apprend que la JCE a l'intention d'élaborer ce plan de quartier cantonal en étroite collaboration avec la fondation pour les praires irriguées. C'est quand même incroyable que les principaux intéressés n'aient pas voix au chapitre ! Il s'agit tout de même de nouvelles restrictions d'utilisation imposées et non volontaires qui font baisser les revenus des propriétaires et des exploitants et exploitantes. C'est pourquoi je prie le Conseil-exécutif de prendre ma requête en considération.

Motivation de l'urgence : les exploitants et exploitantes doivent pouvoir compter à nouveau sur un dédommagement juste.

Réponse du Conseil-exécutif

Le 25 novembre 2015, un crédit d'engagement conditionnel d'un montant de 3,75 millions de francs a été adopté par le Grand Conseil pour assainir les finances de la fondation pour les prairies irriguées. L'arrêté relatif à cet engagement est encore soumis au référendum financier.

Dans son rapport concernant l'affaire, le Conseil-exécutif a montré que seule l'élaboration d'un plan de quartier cantonal permettait d'assurer la préservation durable des prairies irriguées sur les plans juridique et organisationnel. L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) a déjà entrepris les travaux préparatoires nécessaires à cette fin. Une organisation de projet sera mise en place en décembre 2015 encore.

La procédure d'édiction d'un plan de quartier « normal » s'applique également au plan de quartier cantonal, conformément aux prescriptions de la loi sur les constructions (art. 58 ss LC). Dans cette procédure, la participation des milieux intéressés, de la population ainsi que des communes

concernées tient une place prépondérante. Une procédure de participation publique est donc menée avant que la JCE approuve formellement le plan de quartier cantonal. En outre, il est ensuite possible de former opposition lors du dépôt public.

Le Conseil-exécutif a toujours souligné que l'élaboration du plan de quartier cantonal devait se faire en étroite collaboration avec la fondation pour les prairies irriguées. Les exploitants de terrains situés le long de la Langete et de la Rot occupent respectivement un et deux sièges au conseil de fondation. De plus, les communes y ont aussi un siège qu'elles occupent à tour de rôle. Il est par ailleurs tout à fait envisageable qu'une place au sein de l'organisation de projet soit accordée aux propriétaires qui n'exploitent pas eux-mêmes leur terrain.

Question 1

Les critères de protection durable des prairies irriguées seront déterminés dans le cadre de la procédure d'édiction du plan de quartier cantonal. Les exploitants, comme les propriétaires fonciers, pourront donc prendre directement part à la définition de ces critères.

Question 2

Le Conseil-exécutif refuse de préjuger de la procédure relative à l'élaboration des critères en question. Il faut dans un premier temps identifier les différents intérêts en jeu avant de procéder à la pesée de ces intérêts. Cette démarche se justifie d'autant plus que les personnes concernées prendront part au processus et pourront, au besoin, recourir aux voies juridiques pour se défendre.

Le Conseil-exécutif relève qu'inclure une surface agricole dans le périmètre d'un plan de quartier cantonal n'entraîne pas nécessairement une diminution des revenus. Grâce à la politique agricole 2014-2017 de la Confédération, les agriculteurs peuvent avoir droit aux contributions à la qualité du paysage pour préserver les prairies irriguées dans de nombreux cas. Les différents programmes agro-écologiques de la Confédération offrent de surcroît d'autres possibilités financièrement attractives aux agriculteurs : la valorisation écologique peut donner droit à des subventions supplémentaires. Ainsi, la qualité écologique des prairies irriguées, en plus de la qualité du paysage, s'en trouve par la même occasion améliorée.

Question 3

La procédure d'édiction d'un plan de quartier cantonal garantit, outre la procédure de participation publique, un dépôt public de 30 jours durant lequel il est possible de former opposition. Cela permet d'assurer non seulement la participation des propriétaires fonciers, des exploitants et des communes, mais aussi celle des autres milieux concernés ou intéressés.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: adoption

Chiffre 2: rejet

Chiffre 3: adoption

La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'arrivée du conseiller d'Etat Neuhaus.

Le président. Ich begrüsse Herrn Regierungsrat Neuhaus. Jetzt kann ich wieder Neuhaus sagen. (*Hilarité.*) Ich habe schon gestern verschiedenste Regierungsräte mit Neuhaus angesprochen. Wir kommen zu Traktandum 46, der Motion Wälchli «Gemeinsame Kriterien zum nachhaltigen Schutz der Wässermatten im Oberaargau ausarbeiten». Die Regierung ist bereit, die Ziffern 1 und 3 anzunehmen, lehnt aber Ziffer 2 ab. Wir führen eine freie Debatte. Frau Grossrätin Wälchli als Motionärin hat das Wort.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Ich danke dem Regierungsrat für die Beantwortung meiner Motion, bestreite aber die Ablehnung von Ziffer 2. An dieser Stelle möchte ich meine Interessenbindung bekannt geben: Unsere Familie ist Besitzerin zweier Parzellen des Wässermatten-Gebiets. Eine davon wässern wir. Aber wir haben sie seit einem Jahr verpachtet, weil wir die Landwirtschaft aufgegeben haben. Wenn ich mich jetzt für die Wässermatten einsetze, kann ich damit nicht in meine eigene Tasche wirtschaften.

Die Wässermatten-Stiftung hat grosse Finanzierungsprobleme. Deshalb haben wir in der Novembersession einen Kredit zur Sanierung gesprochen. Das Gebiet der Wässermatten ist im Bundesinventar für schützenswerte Landschaften enthalten und umfasst 600 Hektaren. Davon werden 110 Hektaren seit 1992 wieder gewässert. Seit 1998 können die vertraglich vereinbarten Entschädigungen für die Bewirtschafter nicht mehr eingehalten werden. Der Rückgang wuchs stetig

an und die Entschädigungen betragen heute noch 15 Prozent des seinerzeit vereinbarten Betrags. Es ist zu bemerken, dass die Bewirtschafter – von einer Ausnahme abgesehen – trotzdem ihren Verpflichtungen nachgekommen sind.

Erst im Jahr 2013 wurde vonseiten des Stiftungsrats eine Arbeitsgruppe gebildet, die Lösungsvorschläge zur Sanierung der Wässermatten ausgearbeitet hat. Mit dem Vorschlag einer Überbauungsordnung gingen sie zum Regierungsrat. Wir als Betroffene erhielten zu keinem Zeitpunkt die Möglichkeit, uns einzubringen. Eine Überbauungsordnung ist für mich ein einschneidender Eingriff in das persönliche Eigentum. Bis jetzt erfolgte das Wässern auf privatrechtlicher Basis. Die neue Situation wirft viele Fragen auf. Welche zusätzlichen Einschränkungen werden auf uns Betroffene und die Gemeinden zukommen? Was bedeutet der Eintrag ins Register der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen? Wie hoch werden die Entschädigungen nach dieser langen Durststrecke sein? Das ist eigentlich mein Anliegen in Ziffer 2. Einerseits sollen die Kriterien keinesfalls einer materiellen Enteignung entsprechen. Weiter kann es nicht sein, dass die Anforderungen erhöht werden und im Gegenzug der bestehende Zahlungsrahmen nicht verändert wird. Wie sollen wir mit einem Stundenlohn von 28 Franken die Wässermatten bewirtschaften, so wie es heute der Fall ist? Agroscope Tänikon empfiehlt den Bauern für die Arbeit einen Stundenansatz zwischen 55 und 65 Franken. Ich verstehe unter einer gerechten Abgeltung etwas anderes als einen Stundenlohn von 28 Franken. Es geht hier um ein Kulturgut und ein Erholungsgebiet, dass nicht zum Nulltarif zu haben ist und auch nicht zu einem Dumpingpreis. Ich bin bereit, Ziffer 2 in ein Postulat zu wandeln. Ich erwarte aber vom Regierungsrat das Bestreben für faire Lösungen, wenn er schon die Zügel selber in die Hand nehmen will. Zusammengefasst beantrage ich die Annahme der Ziffern 1 und 3 als Motion und von Ziffer 2 als Postulat. Ich danke für die Aufmerksamkeit.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Der Schutz wertvoller Landschaften ist für uns eine Herzensangelegenheit. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat auch diese Motion geprüft und eingehend diskutiert. Aus kulturhistorischer, landwirtschaftlicher, aber auch aus raumplanerischer Sicht sind die Wässermatten für uns ein wichtiges Anliegen. Mit dieser traditionellen Art der Bewirtschaftung wird ein wertvoller Beitrag zur Erhaltung unserer einzigartigen Kulturlandschaft im Oberaargau geleistet. Zu Ziffer 1 der Motion: Wir haben alle Kenntnis der Absichten des Regierungsrats, die Erhaltung der Wässermatten langfristig durch eine Überbauungsordnung sicherzustellen. Eine kantonale Überbauungsordnung ermöglicht für alle Akteure und betroffenen Gemeinden eine einheitliche Bewirtschaftungsform und verankert diese verbindlich. Es ist sicherlich eine grosse Chance für die Wässermatten. Uns ist aber wichtig, dass bei der Erarbeitung einer kantonalen Überbauungsordnung den Grundeigentümern und den Bewirtschaftern die nötige Plattform zur Verfügung gestellt wird, damit diese ihre Anliegen einbringen können. Nur so kann garantiert werden, dass die wertvollen Kulturlandschaften auch langfristig bewirtschaftet werden können. Es darf nicht über die Köpfe der Betroffenen hinweg entschieden werden, welche tagtäglich mit den Vorschriften dieser Überbauungsordnung leben müssen. Die Bewirtschafterinnen und Bewirtschafter haben bis heute wertvolle Arbeit geleistet und sollen das auch in Zukunft machen können. Wir haben uns gefreut, dass der Regierungsrat Ziffer 1 im Sinn von «zäme geits besser» annehmen will.

Zu Ziffer 2: Für uns ist klar, dass bei einer so schönen und wertvollen Landschaft ein öffentliches Interesse besteht, das entsprechend gewichtet werden muss. Wir teilen die Meinung des Regierungsrats, dass die Interessen sorgfältig ermittelt werden müssen, bevor eine Interessensabwägung gemacht werden kann. Die angesprochenen Einkommensvermindierungen stellt auch unsere Fraktion infrage. Die Entschädigungen werden jetzt neu organisiert; wir haben entsprechend entschieden. Dabei können auch die Landschaftsqualitätsbeiträge für diese Flächen beantragt werden. Die Wandlung in ein Postulat konnten wir in der Fraktion nicht besprechen. Meines Erachtens – und nach ein paar Diskussionen mit einzelnen Fraktionsmitgliedern – können wir dieser Ziffer als Postulat zustimmen.

Auch Ziffer 3 nehmen wir an. Wir unterstreichen aber nochmals, dass die Mitwirkung für alle Interessierten gewährleistet und keine Sonderrechte vorgesehen werden. Es sollen alle mitwirken können. Im Anschluss wird entschieden und danach gibt es die Möglichkeit der Einsprache. Kurzum unterstützt die SP-JUSO-PSA-Fraktion die Ziffern 1 und 3 als Motion und Ziffer 2 als Postulat. Wir danken Ihnen, wenn Sie das ebenso handhaben.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Wir von der EVP haben die Ziffern 1 und 3 so

angenommen, wie es der Regierungsrat empfiehlt. Wir nehmen Ziffer 2 ebenfalls als Postulat an. Ziffer 2 findet bei uns eine Mehrheit, wenn sie nicht als Motion beantragt wird. Wir sind in der Fraktion klar der Meinung, dass wertvolle Landschaften einen besonderen Schutz und eine besondere Pflege brauchen. Die Wässermatten gelten als Kulturdenkmal und Erholungsgebiet oder, kurz gesagt, als ökologisches Paradies. Diese paradiesische Ruhe wurde nun durch einen Vorfall gestört, den es in den 24 Jahren der Wässermatten-Stiftung nie zuvor gegeben hatte. Ein Landwirt brach in grosser finanzieller Not seinen Bewirtschaftungsvertrag und nahm ein Stück der geschützten Landschaft unter den Pflug. Für uns ist unbestritten, dass das nicht in Ordnung war. Es geschah aber aus einer finanziellen Notlage heraus, die durch den Rückgang der Bewirtschaftererträge verursacht wurde. Diese betrugen einst 4500 Franken pro Hektare und sanken auf 800 Franken pro Hektare. Trotz des rechtzeitigen Hilferufs seinerseits und der Mahnung an die Stiftung, wieder Entschädigungen auszuzahlen, die dem Aufwand gerecht würden, mahlten die Mühlen leider viel zu langsam. Ich lese im Kreditantrag der Novembersession, dass eine Arbeitsgruppe der Stiftung den Regierungsrat im Dezember 2013 zum Handeln aufgefordert hatte. Sicher wurde hinter den Kulissen gearbeitet, aber eben hinter den Kulissen. Die Bewirtschafter wurden nicht zu den Umständen und nach ihrem Willen befragt, und ob sie bereit sind, weiterhin diese Leistung für die Öffentlichkeit zu erbringen.

Jetzt liegt ein Vorschlag auf dem Tisch, der umstritten ist. Es ist ein Vorschlag, der die rechtliche Regelung und Absicherung durch eine kantonale Überbauungsordnung sichern will. Leider ist auch dieser Vorschlag ohne Anhörung aller Betroffenen entstanden. Die Bewirtschafter wurden nicht miteinbezogen. Wir meinen, es brauche für die Zukunft eine Lösung, die den zusätzlichen Mehraufwand und die Mindereinnahmen – bedingt durch eine bewusst geringere Wertschöpfung – fair ausgleicht und die rechtliche Situation und damit den Fortbestand der Wässermatten regelt. Wir unterstützen das Postulat mit der Forderung, dass mit allen Beteiligten noch einmal eine gründliche und offene Diskussion geführt wird, die zu einer einvernehmlichen Lösung führt.

Ich möchte als Vertreterin der Landwirtschaft noch einige persönliche Anmerkungen machen. Dazu kann ich sagen, dass ich zwar im Oberaargau ansässig bin, aber wir haben keine Wässermatten. Beim Thema Wässermatten geht es doch eigentlich um eine Interessensabwägung. Auf der einen Seite besteht der Anspruch des Eigentümers auf sein Land und damit auch die Entscheidung über die Bewirtschaftungsform. Auf der anderen Seite gewichtet der dauerhafte und rechtlich verbindliche Schutz eines «wertvollen kulturhistorischen Denkmals aus dem Mittelalter», wie es im Flyer heisst. Eine übergeordnete Rechtsverbindlichkeit lässt aber keine Wahl und keinen Raum für Freiwilligkeit. In all diesen Jahren haben 60 Bauern trotz abnehmender Entschädigungen ihre Wässermatten nach Vorschrift freiwillig bewirtschaftet und gepflegt. Sie werden dies auch mit neuen Bewirtschaftungsverträgen ohne kantonale Überbauungsordnung weiterhin tun. Auch Landwirte wissen, was Kulturgut ist und welche Bedeutung dieses hat. Ich empfinde es als Misstrauensvotum gegenüber 60 Bauern, die seit 24 Jahren immer im Interesse der Erhaltung dieses Kulturgutes zuletzt zu einer minimalen Entschädigung gearbeitet haben. Aufgrund einer Ausnahmesituation, ausgelöst durch einen einzigen Landwirt, der sich in einer aussergewöhnlichen und für ihn finanziell existenzbedrohenden Situation befand, eine kantonale Überbauungsordnung zu erlassen, ist meiner Meinung nach ein Eingriff in persönliche Besitzverhältnisse, der einer materiellen Enteignung gleichkommt.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD). Im Namen der BDP kann ich mich vorwiegend auf Ziffer 2 beschränken und fasse mich kurz. Es macht aus unserer Sicht Sinn, wenn die Ziffer als Postulat überwiesen wird. Der Diskussions- und Handlungsspielraum soll nicht schon heute – bevor die Erarbeitung einer längerfristigen Lösung an die Hand genommen wird – in der verlangten engen Form eingeschränkt werden. Die BDP ist aber auch dezidiert der Meinung, dass bei den weiteren Schritten im Zusammenhang mit den Wässermatten alle Player am runden Tisch das Gespräch suchen und verhandeln müssen. Lösungen müssen gemeinsam erarbeitet werden. Bei diesen Gesprächen ist es dann auch besonders wichtig, offen und ehrlich und vor allem im richtigen Moment zu diskutieren. Das gilt für alle Gesprächsteilnehmer. Deshalb begrüsst die BDP die Wandlung in ein Postulat und wird dieses auch einstimmig gutheissen. Selbstverständlich unterstützen wir auch die Ziffern 1 und 3 als Motion einstimmig.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Wir besprechen hier eigentlich ein typisch grünliberales Thema. Zum

einen haben wir ökologische Aspekte, dann haben wir Landschaftsschutz und weiter auch ökonomische Aspekte. Infolgedessen stiess das Anliegen bei uns auf grosse Sympathie. Wir werden die Ziffern 1 und 3 als Motion unterstützen. Wir finden es auch absolut berechtigt, Ziffer 2 als Postulat durchgehen zu lassen. Unsere Unterstützung ist folglich klar und eindeutig.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Es wurde bereits gesagt: Wir haben im letzten November der Vorlage zur Sanierung der Wässermatten zugestimmt. Bei dieser Gelegenheit nahmen wir auch zur Kenntnis, dass die Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion beabsichtigt, eine kantonale Überbauungsordnung zum Schutz und zur Erhaltung der bernischen Wässermatten zu erlassen. Damals stimmten wir dem Geschäft mit 121 gegen 2 Stimmen eigentlich diskussionslos zu. Niemand befand es für nötig, etwas gegen die Absicht zu äussern, eine Kantonale Überbauungsordnung zu erlassen. Ich bin etwas erstaunt, dass man erst jetzt grundsätzliche Einwände vorbringt. Wir haben damals zugestimmt. Hätte ich damals reden können, so hätte ich eigentlich gesagt, dass wir Grünen der Vorlage auch ausdrücklich deshalb zustimmen, weil man gleichzeitig eine kantonale Überbauungsordnung erlassen will. Warum? Die Erhaltung dieser Kulturlandschaft nur durch finanzielle Anreize zu sichern, wäre für uns ungenügend gewesen. Es braucht zusätzlich eine rechtliche Absicherung. Das sind wir dieser ökologisch wertvollen Landschaft und der reichen Bewirtschaftungstradition, die dahintersteckt, schuldig. Das Verfahren für den Erlass einer kantonalen Überbauungsordnung ist im bernischen Baurecht geregelt. Dieses Instrument ist von Herrn Regierungsrat Neuhaus auch schon in anderen Fällen eingesetzt und gegen Kritik verteidigt worden. Er benutzte es zum Beispiel im Fall einer umstrittenen Deponie unter Berufung auf unseren Rechtsstaat, der solche Instrumente vorsieht, die vor Willkür schützen. Und er tat es unter Berufung auf übergeordnete kantonale Interessen. Genau darum geht es hier: um das übergeordnete öffentliche Interesse an der Erhaltung und am Schutz der Wässermatten. Das ist wirklich eine einmalige bernische Kulturlandschaft mit nationaler Bedeutung. Auch das wurde bereits gesagt.

Weil es um das übergeordnete Interesse geht und weil das Verfahren einer kantonalen Überbauungsordnung generell geregelt ist, haben wir vor allem mit einem Satz in dieser Motion Mühe. Es handelt sich um den zweiten Satz von Ziffer 2 der Motion. Wegen diesem Satz könnten wir der Motion nicht zustimmen. Wie wir es mit dem Postulat halten, machen wir noch davon abhängig, ob der Regierungsrat grosse Einwände gegen ein Postulat hat oder ob er den Vorstoss als Postulat entgegennehmen kann. Es geht unserer Meinung nach nicht an, dass dem öffentlichen Interesse im vornherein die höhere Bedeutung gegenüber privaten Eigentümer- und Einkommensinteressen zugesprochen wird. Wir haben mit diesem Satz noch aus einem zweiten Grund Mühe. Wie der Regierungsrat auch schon in seiner Antwort erklärt hat, finden auch wir es nicht zwingend, dass die traditionelle Bewirtschaftungsform der Wässermatten zu einer Einkommensverminderung führen muss. Der Minderertrag und der Mehraufwand sollen einerseits durch Beiträge der Stiftung und andererseits durch Direktzahlungen abgegolten werden. Ich möchte allerdings auch zum Thema Direktzahlungen – konkret zu den Landschaftsqualitätsbeiträgen, die man anfordern kann – eine kritische Bemerkung nachholen, die ich im letzten November nicht machen konnte. Es ist für mich nicht ganz einsichtig, weshalb der Kanton Bern nicht höhere Landschaftsqualitätsbeiträge für die Wässermatten vorgesehen hatte. Hätte man das gemacht, müsste die Wässermatten-Stiftung auch weniger Geld einsetzen. Offenbar hatte man sich mit dem Kanton Luzern, der auch Wässermatten besitzt, auf einen bescheidenen Betrag von 1000 Franken pro Hektare geeinigt.

Wir hatten übrigens auch damit Mühe, dass die Wässermatten-Stiftung so lange nicht auf die unbefriedigende Situation der nicht ausreichenden Mittel reagiert hat. Ich fasse zusammen: Ziffer 2 können wir vielleicht als Postulat annehmen; bei Ziffer 1 und 3 helfen wir als Motion mit. Und ich danke bei dieser Gelegenheit allen Wässermatten-Bauern, die bis jetzt diese einmalige Tradition aus Überzeugung weitergepflegt haben und nicht nur des Geldes wegen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Im Sinn einer Vorbemerkung könnte man sich fragen, ob man das Geschäft der Novembersession zur Sanierung der Wässermatten-Stiftung nicht gleichzeitig mit dem heutigen Vorstoss hätte behandeln sollen. Die FDP-Fraktion unterstützt die Ziffern 1 und 3 als Motion, welche seitens der Regierung auch nicht bestritten sind. In Ziffer 2 hat die Motionärin den Vorstoss ja in ein Postulat umgewandelt, und die FDP-Fraktion unterstützt dieses Postulat. Als Motion hätten wir der Ziffer in der vorliegenden Form nicht zustimmen können. Die Form des Postulats ist hier aus unserer Sicht der geeignete Weg. Die Regierung schreibt in

ihrer Antwort, es gehe in der jetzigen Phase primär um die Ermittlung der einzelnen Interessen. Anschliessend soll eine saubere Abwägung zwischen den öffentlichen und den privaten Interessen gemacht werden. Als Fundament für diesen Prozess macht es sicher Sinn, wenn wir Ziffer 2 in Form eines Postulats überweisen.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich mache hier auch kurz eine Vorbemerkung. Ich bin nicht ganz unbefangen. Als Landwirt und Besitzer einer kleinen Parzelle des Gebiets bin ich persönlich betroffen. Zudem bin ich Stadtpräsident in Langenthal und war seinerzeit bei der Gründung der Stiftung im Stiftungsrat. Bruno Vanoni, es gab damals weder Landschaftsbeiträge noch eine Direktzahlungsverordnung. Die Gründung erfolgte in einer Zeit, als die Milch noch 1 Franken und 100 Kilo Weizen noch 100 Franken wert waren. Man hatte ganz andere Voraussetzungen. Nun ist halt diese Stiftung da und sie hat gearbeitet. Das ist der erste Punkt. Zweitens muss ich als Stadtpräsident von Langenthal sagen, dass wir in diesem Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN) super Landschaften haben. Es ist ein Naherholungsgebiet. Sie können heute kommen und sehen, wie sich die Bewirtschafter für die Erhaltung einsetzen. Punkt drei: Wer wurde zuerst vertragsbrüchig? Es war nicht Herr Wächli, sondern die Stiftung, indem sie die Beiträge nicht mehr bezahlen konnte.

Man hat nun eine Ausgangssituation und will die Erhaltung der Wässermatten mit einer kantonalen Überbauungsordnung sichern. Und da muss ich um ein gewisses Verständnis auch an Käthi Wälchli appellieren. Ich verstehe, dass man in diesem Prozess ein Problem der Betroffenheit hat. Schliesslich hat man sich für die Erhaltung eingesetzt und dafür gearbeitet. Und jetzt kommt der liebe Staat und sagt, wir müssen eine kantonale Überbauungsordnung machen. Punkt vier: Wie die kantonale Überbauungsordnung aussehen soll, ist meines Erachtens noch nicht ganz in allen Köpfen fixiert. Die Teilgebiete mit 111 Hektaren, welche die Stiftung im Kanton Bern noch unter Vertrag hat, sind – ich habe nicht genau gezählt – auf acht bis zehn Gemeinden verteilt. Zum Teil ist die Stiftung auch noch im Kanton Luzern tätig. Es wird nicht einfach werden, eine kantonale Überbauungsordnung über diesen Flickenteppich zu definieren. Deshalb sind wir skeptisch.

Ich komme jetzt aber zum Vorstoss. Nachdem Ziffer 2 durch die Motionärin in ein Postulat gewandelt wurde, ist es für die SVP klar, dass wir Ziffer 1 und 3 als Motion annehmen und auch dem Postulat zustimmen.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Thomas hat alles bereits gut erklärt und ich brauche nichts mehr hinzuzufügen. Es wurde bereits alles gesagt. Die EDU unterstützt die Motion in den Ziffern 1 und 3 und das Postulat in Ziffer 2 können wir natürlich auch unterstützen.

Le président. Bevor wir zu den Einzelvoten weitergehen, darf ich eine Gruppe auf der Tribüne begrüssen. Wir haben Drittlehrjahr-Schreinerlehrlinge aus dem Bildungszentrum Emmen bei uns. Guten Tag, ich wünsche Ihnen eine gute Zeit im Rathaus in Bern. (*Applaudissements.*) Als Einzelvotant hat Herr Grossrat Aebi das Wort.

Markus Aebi, Hellsau (UDC). Ich habe als Mitmotionär den Diskussionen zugehört und bin über gewisse Voten ein wenig erstaunt. Zu zwei Punkten möchte ich Stellung nehmen. Zum einen zur Entschädigungsfrage: Man hat in der Entschädigungsfrage den betroffenen Bauern zehnjährige Verträge angeboten. Das geschah im Wissen, dass der Zahlungsrahmen des Bundes ein integrierender Bestandteil der Entschädigungsvereinbarungen ist und die Bundesbeiträge alle vier Jahre neu berechnet werden. Geht der Bauer einen zehnjährigen Vertrag ein, hat er keine Sicherheit, dass er die anfänglich vereinbarten Entschädigungen mittelfristig realisieren kann. Der zweite Punkt betrifft die kantonale Überbauungsordnung. Seit 25 oder 30 Jahren besteht eine Partnerschaft zwischen den Bauern und der Wässermatten-Stiftung. Das hat auf Augenhöhe funktioniert bis die finanziellen Schwierigkeiten auftauchten. Ich bin überzeugt, dass eine Partnerschaft zwischen Bauern, Kanton und Stiftung mehr Sinn macht, als dass man über alle Gemeinden hinweg versucht, eine Überbauungsordnung zu lancieren. Das führt zu einer unnötigen Bürokratie und Diskussionen, die nicht auf Augenhöhe stattfinden. Deshalb habe ich den Eindruck, wir würden über einen «Fehlschuss» abstimmen. Ich bitte Sie, der Motion in Ziffer 1, dem Postulat in Ziffer 2 und der Motion in Ziffer 3 zuzustimmen. Somit entsteht Zeit, damit die Partner miteinander saubere Regelungen finden können und eine Ausgangslage entsteht, in der auf Augenhöhe

diskutiert werden kann.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Ich will die Diskussion nicht verlängern, aber kurz erklären, weshalb ich Mitmotionär bin. Mir hat das ganze Verfahren der Aufteilung auf die Parzellen und auf die Eigentümer nicht gepasst. Für mich ist ganz klar, dass bei so grossen Sachen die Grundeigentümer immer voll und ganz informiert und mit im Boot sein müssen. Eine kantonale Überbauungsordnung bringt nur eine Lösung für die ganze Region, wenn zwingend alle Beteiligten vom Gleichen reden und informiert sind, auch was all die Abgeltungen und Beiträge betrifft. Das muss sauber geregelt werden. Deshalb ist es mein Anliegen, dass Sie Ziffer 1 und 3 als Motion und Ziffer 2 als Postulat überweisen.

Le président. Ich habe keine weiteren Voten aus dem Rat gemeldet und übergebe das Wort Herrn Regierungsrat Neuhaus.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Die Stiftung Wässermatten ist in Schieflage geraten und da hat man den Kanton zu Hilfe gerufen. Passiert ist noch gar nichts Grosses. Man hat noch nicht einmal angefangen zu verhandeln. Es wurde in Aussicht gestellt, dass man entsprechend Stiftungskapital wieder äufnen will, damit die Stiftung nicht schlussendlich aufgelöst werden muss. Im Rahmen der Diskussion über das «Wie weiter» ist der liebe Staat nicht nur da, um à fonds perdu Geld zu geben, sondern man will natürlich auch eine Sicherheit haben und sagen können, wie das Geld eingesetzt wird.

Sie haben für die Wässermatten eine Lanze gebrochen, wo es ganz klar ist, dass die Bewirtschafter gut dazu schauen. Die Bauern und Bäuerinnen müssen wir mit ins Boot holen; diejenigen, die auf der einen Seite Eigentümer sind und auf der anderen Seite auch Bewirtschafter. Auf beiden Seiten müssen die direkt Betroffenen einbezogen werden. Das Gebiet erstreckt sich über die Kantone hinweg und über acht Gemeinden. Es sind derzeit über 100 Bewirtschaftende, und da braucht es eine grundlegende Auslegeordnung. Wenn der Kanton hingehen und diskutieren soll, kann man nicht mit fixen Kriterien, Auflagen und Bestimmungen in eine Verhandlung steigen. Es braucht zuerst eine Auslegeordnung. Man muss schauen, wie man die Stiftung und den Verein Wässermatten in die Pflicht nehmen kann. Diese wären eigentlich zuerst in der Pflicht und nicht der Kanton Bern. Aber sollte der Kanton zum Zug kommen, dann muss man schauen, wie erstere eingebunden werden können. Ich bin froh, dass die Motionärin Käthi Wälchli bereit ist, Ziffer 2 in ein Postulat zu wandeln. Auf keinen Fall ist Ziffer 2 als Motion zu akzeptieren. Die Ziffern 1 und 3 können als Motion und die Ziffer 2 als Postulat angenommen werden. Dann kann man konstruktiv weiterarbeiten. Und noch einmal: Den Kanton trifft keine Schuld, sondern die Stiftung und den Verein Wässermatten. Ich habe mich immer ein bisschen zurückgehalten. Ich kann nicht überall in Vereinen und Stiftungen dazwischenreden. Das verbietet das Recht, aber auch unsere sonstige Arbeit. Doch mit Ziffer 2 als Postulat besteht ein gangbarer Weg, Käthi Wälchli, den wir gemeinsam begehen können.

Die kantonale Überbauungsordnung hat man einfach als Beispiel genommen, weil es zuerst hiess, man soll ein Schutzgebiet machen oder weil sogar irgendwo bei der Stiftung die Idee entstanden war, man sollte das Land übernehmen, also quasi enteignen. Aber sowohl eine Enteignung wie auch ein Schutzgebiet kommen aus unserer Sicht nicht infrage. Deshalb ist das Ganze auf dem Tisch: Eine kantonale Überbauungsordnung kann man nur in Zusammenarbeit mit allen Betroffenen erarbeiten. Wenn Sie ein Postulat überweisen, kann man sich an die Arbeit machen.

Le président. Damit hat noch einmal die Motionärin das Wort.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Vorweg danke ich ganz herzlich für die breite Zustimmung. Ich danke auch dem Regierungsrat für den Vorschlag, dass man eine breite Auslegeordnung macht. Ich bin bereit mitzuhelfen, im gegenseitigen Einvernehmen das Mögliche und Machbare herauszuholen. Wir wollen nicht, dass die Wässermatten verloren gehen. Wir sind stolz auf sie. Aber sie haben einfach ihren Preis. Und jetzt muss ich einfach Grossrat Vanoni sagen: Ich habe Mühe mit dir, wenn du sagst, das öffentliche Interesse sei höher zu gewichten als die Entschädigungen. Wenn wir zusätzliche Auflagen bekommen, so entsteht zusätzliche Arbeit. Heute Morgen haben wir beim Innovationsgesetz gehört, wie ihr für die Gleichstellung kämpft. Es gibt vielleicht auch eine Gleichstellung unter den Bauern und in Bezug auf den Staat, damit wir anständig entschädigt werden. Das ist bei weitem nicht der Fall. Es spricht für die Bauern, dass sie

die Situation so lange ertragen haben. Die Bewirtschaftung ist mit viel Handarbeit verbunden. Ich lade dich ein, Bruno, im nächsten Frühling mitzuhelfen «Gräbli» auszuschaufeln. Aber von Hand! Dann bekommst du vielleicht noch ein «Znüni». Es ist genau der Punkt, dass du sagst, man soll praktisch gratis arbeiten. Ich habe wahnsinnig Mühe mit dir, wenn du diesen zweiten Satz so auseinandernimmst. Ich habe erklärt, wie es ist.

Noch etwas zu den Finanzen. Wir haben im Herbst den Betrag gesprochen und du machst den Vorwurf, dass wir dabei keine Diskussion hatten. Ich wollte damals eigentlich eingreifen. Man sagte mir, dass gehe nicht, weil das Geschäft nur mit dem Kredit und nicht mit der kantonalen Überbauungsordnung zu tun habe. Sonst hätte ich bereits damals die Diskussion angeregt. Deshalb habe ich diese Motion eingereicht, damit wir in den Prozess miteinbezogen werden und mitreden können. Und noch etwas zu den Mönchen von St. Urban, welche die Wässermatten erschaffen haben: Zuvor war dieser Boden kiesig. Durch die Wässerung wurde er tiefgründig und zusätzlich konnte das geschwemmte Material zu Düngerzwecken verwendet werden. Die Mönche pflanzten zur Ertragssteigerung italienisches Raygras an, welches gedüngt werden muss. Ansonsten geht es kaputt. Will man diese Bewirtschaftung nachleben, so müssen die Aufwände in Betracht gezogen werden.

Noch etwas zum Finanzkapital: Hierzu muss sich die Regierung schon noch etwas überlegen. Jetzt hat man das bestehende Kapital plus die gut 3 Mio. Franken, die wir im November beschlossen haben. Aber das ist wie ein Reservoir, aus dem man Wasser bezieht, aber von oben fliesst keines nach. Langfristig muss man sich vielleicht auch eine andere Finanzierung einfallen lassen. Deshalb danke ich Ihnen für die Zustimmung.

Le président. Herr Vanoni wurde direkt angesprochen. Ich nehme an, Frau Wälchli hat Mühe mit dem, was Sie gesagt haben und nicht mit Ihnen als Person. Sie haben das Wort.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Liebe Käthi, du hast mir Dinge unterstellt, die ich gar nicht gesagt habe. Ich möchte klarstellen, dass ich ein Bauernbub bin. Man sieht mir vielleicht nicht mehr an, dass ich früher selber «g'härdöpflet» und die Kühe gemolken habe, wenn der Vater nicht konnte. Aber immerhin weiss ich, was arbeiten heisst, und ich komme gerne einmal mithelfen, aber dann mit dem «Znüni».

Zur Sache: Ich sagte, es gehe nicht an, dass man das öffentliche Interesse im vornherein mit einer tieferen Bedeutung versieht als private Interessen. Das habe ich gesagt und dazu stehe ich auch weiterhin. Es bedeutet eigentlich dasselbe, wie der Regierungsrat gesagt hat: Man muss zuerst die Interessen feststellen und nachher kann man eine Abwägung machen. Im Übrigen bin ich auch für anständige Löhne. Die 28 Franken, die du erwähnt hast, habe ich nie befürwortet. Im Gegenteil: Ich finde auch, dass anständige Löhne bezahlt werden müssen. Das gilt auch für die übrige Wirtschaft. Das ist meine kurze Antwort. Wir waren versucht, jetzt aus lauter Trotz gegen das Postulat zu stimmen, aber ich glaube, wir haben solche Trotzreaktionen im Unterschied zu einem einzelnen Wässermatten-Bauern nicht nötig. Ich hoffe, meine Kolleginnen und Kollegen stimmen zu oder enthalten sich wenigstens.

Le président. Damit stimmen wir ab. Können wir über die Ziffern 1 und 3 gemeinsam als Motion abstimmen, ist das bestritten? – Nein. Dann stimmen wir zuerst über die Ziffern 1 und 3 und anschliessend über das Postulat in Ziffer 2 ab. Wer die Ziffern 1 und 3 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1 et 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	144
Non	0
Abstentions	0

Le président. Sie haben die Ziffern 1 und 3 einstimmig als Motion angenommen. Wer Ziffer 2 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 121

Non 19

Abstentions 4

Le président. Sie Ziffer 2 als Postulat angenommen.